



**MACRON VEUT EN FINIR AVEC LES SERVICES PUBLICS, ET
LES DROITS DE LEURS PERSONNELS.**

AGISSONS POUR NE PLUS SUBIR, COORDONNONS LA RIPOSTE.

PARTICIPONS AUX GRÈVES ET AUX MANIFESTATIONS

DES 15 ET 22 MARS 2018

Après le code du travail, le gouvernement s'attaque maintenant à la fonction publique, à l'éducation, au transport ferroviaire et... à la santé. Le rouleau compresseur Macron est en marche, et passe à la vitesse supérieure pour détruire ce qui reste de droits sociaux et de services publics dans ce pays.

NON

Ce n'est pas de la faute des personnels hospitaliers, des cheminots, des enseignants, des agents du public et de leur statut.

- si les hôpitaux sont débordés, si les EHPAD ne peuvent pas consacrer toute l'attention nécessaire à leurs résidents,
- si les trains n'arrivent plus à l'heure, si les installations sont en panne, si des lignes sont supprimées,
- si l'école ne donne plus à chaque enfant l'enseignement auquel il a droit,
- si les conditions de travail deviennent insupportables dans tous les services publics.

OUI

C'est la conséquence des décisions politiques de ce gouvernement et de ceux qui l'ont précédé : restrictions de crédits, suppressions de postes, absence d'investissements, transformation du service public « en entreprises qui doivent être rentables ».

LEUR VRAI BUT : LA PRIVATISATION

Après avoir étranglé le service public, Macron et les siens « constatent » qu'il marche mal, et veulent le soumettre aux lois du marché et le privatiser. Leur véritable but est d'ouvrir de nouveaux marchés au secteur privé et à ses actionnaires. Ils se gardent bien de dire que la privatisation coûtera encore plus cher, et que la qualité du service sera encore plus mauvaise, comme le montre l'exemple de la Grande Bretagne, où les recettes Macron sont appliquées depuis longtemps.

DANS LA SANTÉ : EHPAD,

HÔPITAUX, ASSEZ DE MÉPRIS !

Malgré la journée nationale de grève dans les EHPAD du 30 janvier, malgré les grèves qui se multiplient en psychiatrie et dans de nombreux établissements hospitaliers, la ministre n'apporte aucune réponse et traite salarié-e-s et usagers par le mépris.

Si nous laissons faire, la situation va encore s'aggraver. Ainsi, en 2018, les tarifs hospitaliers (le remboursement des soins par la Sécurité sociale) vont encore **baisser** de 1,2% pour les hôpitaux publics. Moins de rentrées financières, c'est encore moins de personnel, plus de fermetures de lits, de services et l'aggravation de l'endettement des hôpitaux !

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA

DÉMOLITION DE L'HÔPITAL

Le 13 Février, le gouvernement a annoncé, une nouvelle « réforme » du système hospitalier, avec la mise en place de 5 « chantiers » pour faciliter

- L'accélération des restructurations et des fermetures de services et d'établissements
- La destruction du statut de la fonction publique hospitalière et la généralisation du salaire « au mérite » (à la tête du client).

Comme à la SNCF, le gouvernement veut aller très vite et imposer ses décisions avant l'été

En réalité, les décisions sont déjà prises et la pseudo « concertation » annoncée pendant quelques semaines n'a d'autre but que d'engluer les organisations syndicales dans des discussions inutiles et de paralyser toute riposte. Là comme ailleurs l'heure n'est pas à « débattre » dans les salons ministériels, mais à préparer la mobilisation dès maintenant, professionnel-e-s et usagers unis.



DEUX ÉCHÉANCES SONT EN PRÉPARATION

- LE 15 MARS

sera une nouvelle journée de mobilisation dans les EHPAD et dans les services de soins à domicile

- LE 22 MARS

sera une journée nationale de grève et de manifestations dans toute la fonction publique, à la SNCF. Elle doit être une réussite, pour dire «assez », et le dire ensemble.

Mais il ne su ra pas d'une ou deux « journée d'action » contre un président et un gouvernement, qui n'hésitent pas à utiliser les moyens les plus autoritaires, comme les ordonnances pour passer en force. Il faut s'organiser, à la base, salarié-e-s et usagers pour préparer un mouvement reconductible qui ait la force de gagner et coordonner nos luttes.

RENTABILITÉ DES SOINS



QUAND UNE DIRECTION DE CHU TENTE D'INTIMIDER LES SALARIÉ-ES ET LES ÉQUIPES SYNDICALES...

Au CHU de Tours, un vaste plan d'économie et de restructuration se met en place. Nommé « COPERMO » ou « Horizon 2026 », ce plan vise à supprimer pas moins de 400 lits et 400 postes sur plusieurs années.

Dans la droite ligne des politiques d'austérités et d'économies de ces dernières années imposées dans le secteur de la santé, ces plans d'austérité sont appliqués sans aucun état d'âme par les directions et les ARS.

Cette situation se répète dans de nombreux hôpitaux en France, tout comme dans les EHPAD. De nombreuses luttes existent çà et là et de plus en plus

de patient-es, de résident-s de salarié-es, paramédicaux et médicaux, témoignent publiquement de l'aggravation des conditions de travail et d'accueil. Ce fut le cas lors de la journée de mobilisation des EHPAD le 30 janvier dernier.

Face à cela, la direction du CHU de Tours, comme d'autres, n'a qu'une réponse : la tentative d'intimidation et la menace répressive.

Gageons que cela ne marchera pas, bien au contraire. Les témoignages dénonçant l'indignité des conditions de travail et d'accueil dans les établissements de santé se multiplient, recueillant sans réserve la sympathie de l'opinion publique.



POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom :

Tél. : Mail :